

Menaces sur la rentrée scolaire

ÉDUCATION A moins de quinze jours de la rentrée scolaire, la reprise de l'épidémie de Covid-19 change la donne pour l'Éducation nationale. Maintenir le scénario d'une rentrée quasi normale, établi en juillet, semble pour beaucoup illusoire, alors que le gouvernement vient de durcir les règles sanitaires dans les entreprises. Dans une interview aux « Echos », Didier Lepelletier, coprésident du groupe de travail permanent Covid-19 du Haut Conseil de la santé publique, insiste sur la nécessité d'imposer le masque à partir de 11 ans et de maintenir la distance sociale. Ce qui empêcherait d'accueillir tous les élèves, alertent les chefs d'établissement.

// PAGE 2

Le scénario d'une rentrée quasi normale s'éloigne.



Isa Harsini/Sipa

FRANCE

Rentrée scolaire : l'équation compliquée de Blanquer face à la reprise de l'épidémie

- L'Education nationale a fondé son scénario de rentrée sur des recommandations en décalage avec le regain de l'épidémie.
- Accueillir tous les élèves tout en respectant le port du masque et les règles de distanciation physique s'annonce difficile.

ÉDUCATION NATIONALE

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

A moins de quinze jours de la rentrée des classes, la reprise de l'épidémie de Covid-19 change la donne pour l'Education nationale. Maintenir le protocole sanitaire qui a été assoupli en juillet apparaît à beaucoup comme intenable, alors que le gouvernement vient de durcir les règles sanitaires pour les entreprises et que les obligations de port du masque se généralisent dans toutes les grandes villes.

Faut-il, dès lors, dans les établissements scolaires comme dans les entreprises, imposer le port du masque et, en même temps, le respect de la distanciation physique ? C'est ce que recommande Didier Lepelletier, coprésident du groupe de travail permanent Covid-19 du Haut Conseil de la santé publique (HCSP) dans une interview aux « Echos ». Le seul port du masque ne serait pas suffisant, affirme-t-il. Le Haut Conseil doit rendre prochainement un avis pour l'enseignement supérieur et s'attend à être saisi par le ministère de l'Education nationale.

Le scénario principal envisagé en juillet par l'Education nationale pour la rentrée scolaire semble en décalage total avec la situation actuelle : pas de distanciation physique si cela ne permet pas d'accueillir tous les élèves, pas d'obligation de

limiter les brassages entre élèves, port du masque requis pour les adultes et enfants de plus de 11 ans uniquement si la distance d'un mètre ne peut être garantie... Le 27 juillet, le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, évoquait encore ce scénario privilégié d'une « rentrée normale » avec un « protocole sanitaire allégé qui nous permet de recevoir tous les élèves ».

S'il faut combiner port obligatoire du masque (à partir de 11 ans) et respect de la distanciation physique, cette « rentrée normale » paraît compliquée à tenir, car la question se pose de la possibilité d'accueillir tous les élèves. « Dans un établissement scolaire, le respect de la distanciation empêcherait la présence de tous les élèves », prévient Philippe Vincent, à la tête du principal syndicat de chefs d'établissement, le SNPDEN. « On ne pourrait alors accueillir que 50 % d'entre eux, on l'a vu ces derniers mois. Quand j'entends dire que les établissements trouveront à s'adapter avec les règles de distanciation, je dis non car on ne pourra pas pousser les murs. » De son côté, la FSU suggère de recruter davantage d'enseignants « pour avoir moins d'élèves dans les classes ».

« Trouver des locaux supplémentaires »

La « grande question », confie la députée LREM Anne Brugnera, auteure d'un rapport sur la déscolarisation, est celle-là : « Est-ce que tous

les enfants vont rentrer ? J'y serai attentive », dit-elle, après une année scolaire chamboulée par le confinement. En fonction de l'évolution de la situation sanitaire, l'Education nationale pourrait glisser vers le plan B sur lequel le ministère a travaillé pendant l'été et qu'Anne Brugnera résume ainsi : « Dans ce scénario 2, soit on arrive à trouver des locaux supplémentaires pour casser les classes et faire de plus petits groupes qui permettent le respect de la distanciation, soit on maintient le groupe classe mais en respectant cette distanciation, soit on fait un emploi du temps différencié pour les enfants. » Certains enfants iraient à l'école lundi et mardi, d'autres jeudi et vendredi. « Gérer des demi-classes, c'est difficile », admet-elle. Alors que la rentrée approche à grands pas, la parole du ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, est très attendue.

A la Réunion, la rentrée scolaire s'est faite lundi dans la plupart des 670 établissements scolaires de l'île, mais elle a été repoussée d'une semaine dans 24 écoles concernées par des suspicions de coronavirus. « Les parents d'élèves souhaitent globalement ce retour à la normale », a souligné le ministre des Outre-mer, Sébastien Lecornu, lors de son déplacement sur l'île.

« Ce qu'il faut, ce sont des règles claires », plaide l'Unsa Education, qui redoute un nouveau protocole à appliquer dans un « délai intenable ». La difficulté du ministère de l'Education, habitué aux circulaires, sera d'édicter des règles générales tout en laissant la place pour une souplesse locale. La piste du « cas par cas », lorsqu'un établissement accueille des personnes susceptibles d'avoir contracté le virus, est de plus en plus évoquée. ■

La difficulté du ministère, habitué aux circulaires, sera d'édicter des règles générales tout en laissant la place pour une souplesse locale.



En cas de dégradation de la situation sanitaire, le ministère de l'Éducation nationale pourrait envisager de mettre en place, dans certains établissements, un emploi du temps différencié pour les enfants. *Photo Jacques Witt/Sipa*